

Art. 2. Pour le stade du Pairay, sis à rue de la Boverie 255, à 4100 Seraing, le périmètre est délimité par le pont de Seraing, accès A604 limité aux panneaux F5 (accès autoroute) et F7 (sortie d'auto-route), l'avenue Adolphe Greiner, le quai d'Ougnée, le quai Louva, le croisement formé par le quai Louva et la rue des Hauts Fourneaux, la rue des Hauts Fourneaux, le croisement formé par la rue des Hauts Fourneaux et la chaussée du Sart-Tilman, la chaussée du Sart-Tilman (N63) à partir de ce croisement, la route du Condroz (N63) jusqu'au croisement avec la limite du territoire communal de Seraing, la limite du territoire communal de Seraing située à gauche de la N63 en venant de Liège en ce compris les dancings, les salles de jeux et l'hôtel, le croisement avec la rue de Tilff, la rue de Tilff en direction de la rue du Midi, la rue du Midi, la rue Damry, le croisement formé par la rue Damry et la route de Hamoir, la route de Hamoir à partir de ce croisement jusqu'au croisement qu'elle forme avec l'avenue du Ban, l'avenue du Ban jusqu'au croisement avec la drève des Lapins et la Drève de la Bécasse, la Drève des Lapins, le chemin de l'Arboretum jusqu'au sentier d'Ausny, le sentier d'Ausny jusqu'à la rue du Grand-Sart, la rue du Grand-Sart, la rue de Villencourt, le croisement formé par la rue de Villancourt et la rue du Val Saint-Lambert, la rue du Val Saint-Lambert à partir de ce croisement et jusqu'au croisement avec la rue du Barrage, la rue du Barrage, la rive droite de la Meuse à partir de la rue du Barrage jusqu'au pont de Seraing.

Tous les croisements du périmètre susmentionné, avec les autres voies publiques et privées, sont compris dans ce périmètre.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 22 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Art. 2. Voor het Pairay-stadion, gelegen in de rue de la Boverie 255, te 4100 Seraing, wordt de perimenter afgebakend door: de brug van Seraing, oprit A604 vanaf de borden F5 (oprit autostrade) en F7 (afrit autostrade), de avenue Adolphe Greiner, de Ougnée-kaai, de Louva-kaai, het kruispunt gevormd door de Louva-kaai en de rue des Hauts Fourneaux, de rue des Hauts Fourneaux, het kruispunt gevormd door de rue des Hauts Fourneaux en de chaussée du Sart-Tilman, de chaussée du Sart-Tilman (N 63) te vertrekken vanaf dit kruispunt, de route du Condroz (N63) tot op het kruispunt met de grens van de gemeente Seraing, de grens van de gemeente Seraing gesitueerd aan de linkerzijde van de N63 komende van Luik, hierin begrepen de dancings, de speelzalen en het hotel, het kruispunt met de rue de Tilff, de rue de Tilff in de richting van de rue du Midi, de rue du Midi, de rue Damry, het kruispunt gevormd door de rue Damry en de route de Hamoir, de route de Hamoir vanaf dit kruispunt tot het kruispunt dat deze vormt met de avenue du Ban, de avenue du Ban tot op het kruispunt met de Drève des Lapins en de Drève de la Bécasse, de drève des Lapins, de chemin de l'Arboretum tot de sentier d'Ausny, de sentier d'Ausny tot de rue du Grand-Sart, de rue du Grand-Sart, de rue de Villancourt, het kruispunt gevormd door de rue de Villancourt en de rue du Val Saint-Lambert, de rue du Val Saint-Lambert vanaf dit kruispunt tot het kruispunt met de rue du Barrage, de rue du Barrage, de rechteroever van de Maas vanaf de rue du Barrage tot de brug van Seraing.

Alle kruispunten van de bovenvermelde perimenter met andere openbare en private wegen zijn begrepen in deze perimenter.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 22 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 2212

[C — 2003/00371]

22 AVRIL 2003. — Arrêté royal déterminant le périmètre du stade Yvan Georges en matière de sécurité lors des matches de football

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, notamment l'article 2, 9°, inséré par la loi du 10 mars 2003;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « périmètre », le périmètre tel que visé à l'article 2, 9°, de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, inséré par la loi du 10 mars 2003.

Art. 2. Pour le Stade Yvan Georges, sis au Faubourg d'Arival 32, à 6760 Virton, le périmètre est délimité par : le croisement formé par l'Arboretum et la RR87, la RR87, le croisement formé par la RR87 et l'avenue Grange au Bois, le pont surplombant la RR87, le croisement de la RR87 et de la RR811, la RR811 jusqu'au croisement formé avec la rue des Ateliers, la rue des Ateliers, le croisement formé par la rue des Ateliers et la rue de la Vire, le tronçon de la rue de la Vire entre le croisement rue de la Vire et rue des Ateliers et le croisement rue de la Vire et rue des Déportés, la rue des Déportés, le croisement formé par la rue des Déportés et la rue du Vivier, la rue du Vivier, le croisement formé par la rue du Vivier, la rue des Ecoles et la rue de Pierrard, la rue du Bosquet, la rue Cour Marchal, la rue d'Arion en direction de la RR82, la RR82 jusqu'au croisement avec la rue du Bon Lieu se trouvant sur la rive gauche de la Vallée de Rabais, la rue du Bon Lieu situé sur la rive gauche de la Vallée de Rabais, la route reliant le complexe de la Vallée de Rabais à l'Arboretum.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 2212

[C — 2003/00371]

22 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot bepaling van de perimenter van het Yvan Georgesstadion inzake de veiligheid bij voetbalwedstrijden

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, inzonderheid op artikel 2, 9°, ingevoegd bij de wet van 10 maart 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « perimenter », de perimenter zoals bedoeld in artikel 2, 9° van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, ingevoegd bij de wet van 10 maart 2003.

Art. 2. Voor het Yvan Georgesstadion, gelegen in Faubourg d'Arival 32, te 6760 Virton, wordt de perimenter afgebakend door: het kruispunt gevormd door de Arboretum en de RR87, de RR87, het kruispunt gevormd door de RR87 en de avenue Grange au Bois, de brug over de RR87, het kruispunt van de RR87 en de RR811, de RR811 tot op het kruispunt gevormd met de rue des Ateliers, de rue des Ateliers, het kruispunt gevormd door de rue des Ateliers en de rue de la Vire, het stuk van de rue de la Vire tussen het kruispunt van de rue de la Vire - rue des Ateliers en het kruispunt rue de la Vire - rue des Déportés, de rue des Déportés, het kruispunt gevormd door de rue des Déportés en de rue du Vivier, de rue du Vivier, het kruispunt gevormd door de rue du Vivier, de rue des Ecoles en de rue de Pierrard, de rue du Bosquet, de rue Cour Marchal, de rue d'Arion in de richting van de RR82, de RR82 tot het kruispunt met de rue du Bon Lieu zich bevindend op de linkeroever van de Vallée de Rabais, de rue du Bon Lieu zich bevindend op de linkeroever van de Vallée de Rabais, de weg die de Vallée de Rabais verbindt met de Arboretum.

Tous les croisements du périmètre susmentionné, avec les autres voies publiques et privées, sont compris dans ce périmètre.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 22 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Alle kruispunten van de bovenvermelde perimter met andere openbare en private wegen zijn begrepen in deze perimter.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 22 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 2213

[2003/00392]

4 AVRIL 2003. — Arrêté ministériel octroyant une indemnité aux agents de liaison auprès de l'Office des Etrangers

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des Ministères, modifié par les arrêtés royaux des 6 février 1967 et 2 mars 1989, notamment l'article 7;

Vu l'accord de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 février 2002 et le 24 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 novembre 2001;

Vu le protocole n° 118/2 du 27 mars 2003 du Comité de Secteur 1-Administration générale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les membres du personnel de l'Office des Etrangers, qui sont détachés auprès d'une instance en Belgique ou à l'étranger afin d'exercer la fonction d'agent de liaison, doivent bénéficier d'une indemnité en vue de pouvoir supporter les diverses charges supplémentaires liées à l'exercice de cette fonction et qui est conforme aux indemnités reçues par des agents d'autres services pour l'exercice de fonctions similaires,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Une indemnité mensuelle de 1.983,15 euros est octroyée aux membres de l'Office des Etrangers qui exercent la fonction d'agent de liaison à l'étranger.

§ 2. Une indemnité mensuelle de 706,50 euros est octroyée aux membres du personnel de l'Office des Etrangers qui exercent la fonction d'agent de liaison en Belgique.

Art. 2. L'indemnité prévue à l'article 1^{er} n'est due que pour les périodes d'exercice effectif de la fonction d'agent de liaison. Lorsque l'indemnité mensuelle n'est pas entièrement due, elle est payée en trentièmes.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002, sauf en ce qui concerne l'article 1^{er}, § 2, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2000.

Bruxelles, le 4 avril 2003.

A. DUQUESNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 2213

[2003/00392]

4 APRIL 2003. — Ministerieel besluit tot toekenning van een vergoeding aan de verbindingssambtenaren bij de Dienst Vreemdelingenzaken

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle raad toegekend aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 1967 en 2 maart 1989, inzonderheid op artikel 7;

gelet op het akkoord van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 juli 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 februari 2002 en op 24 december 2002;

gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 november 2001;

gelet op het protocol nr. 118/2 d.d. 27 maart 2003 van het Sectorcomité 1-Algemeen Bestuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid :

Overwegende dat de personeelsleden van de Dienst Vreemdelingenzaken die bij een instantie in België of in het buitenland worden gedetacheerd om de functie van verbindingssambtenaar uit te oefenen een vergoeding moeten kunnen genieten voor de verschillende bijkomende kosten die verband houden met deze functie en die in overeenstemming is met de vergoedingen die ambtenaren van andere diensten ontvangen voor de uitoefening van gelijkaardige functies,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Aan de personeelsleden van de dienst Vreemdelingenzaken die de functie van verbindingssambtenaar uitoefenen in het buitenland wordt een maandelijkse vergoeding van 1.983,15 euro toegekend.

§ 2. Aan de personeelsleden van de Dienst Vreemdelingenzaken die de functie van verbindingssambtenaar uitoefenen in België wordt een maandelijkse vergoeding van 706,50 euro toegekend.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde vergoeding is slechts verschuldigd voor de periodes van effectieve uitoefening van de functie van verbindingssambtenaar. Wanneer de maandvergoeding niet volledig verschuldigd is, wordt zij uitbetaald in dertigsten.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 2002, behalve voor wat artikel 1, § 2, betreft, dat in werking treedt op 1 oktober 2000.

Brussel, 4 april 2003.

A. DUQUESNE